

Après l'ICE, un réseau européen ND4E



New Deal for Europe - for a European special Plan for Sustainable Development and Employment

En 2014, l'initiative citoyenne "New Deal for Europe" a été lancée.

Les événements se sont ensuite précipités. Ce qui était une idée hétérodoxe - la nécessité d'un plan de relance européen - est devenue une évidence qui s'est peu à peu imposée à presque tout le monde politique.

L'une des premières actions de la nouvelle commission élue en 2014 a été de bâtir début 2015 le '[Plan Juncker](#)' de relance. Quoique notre réflexion était en fait bien plus ambitieuse que ce Plan, le simple fait qu'il existe est déjà une victoire.

Cette victoire rend obsolète l'initiative citoyenne que nous avons lancée, du moins sous sa forme d'origine. Nous avons donc décidé de la retirer.

Le Plan Juncker rencontre déjà de nombreux obstacles politiques, sa mise en place est loin d'être assurée. Ce Plan reste très insuffisant pour, d'une part, apporter une vraie solution aux problèmes conjoncturels et d'autre part, pour donner à l'UE les moyens de faire face à d'autres crises économiques. Il nous faut donc continuer notre action sous d'autres formes, en faveur d'une Europe capable de soutenir durablement la croissance et l'emploi.

Cette action pourrait se décliner en trois phases :

1 - Court terme

Agir au niveau du Parlement européen en :

- Déposant notre pétition auprès de la commission PETI
- Organisant des réunions ou des événements auxquels nous convierions les MEP

Notre demande essentielle serait de promouvoir l'idée que les Etats membres doivent abonder le FEIS. La faiblesse majeure du Plan Juncker est en effet la très faible mise de fonds de départ (5 G€ d'argent frais + 16 G€ de garanties).

Nous pourrions aussi exiger que le choix des projets soit principalement fait en fonction d'un retour sur investissement crédible, y compris en termes d'emploi.

2- Moyen terme

Le cadre budgétaire pluri-annuel doit être révisé en fin 2016. A cette occasion, nous demanderions :

- a) Le retour à un budget de croissance, en ligne avec les besoins
- b) Une exécution budgétaire plus efficace, évitant les sous-consommations dues à une bureaucratie excessive tant dans les Etats-membres qu'à la Commission
- c) Un budget qui s'intègre à une politique industrielle crédible, au niveau européen

3- Long terme

Quoique la conjoncture ne soit pas favorable à une nouvelle avancée de la construction européenne, un jour se posera la question de la révision des traités. A cette occasion, nous devons proposer que le budget européen soit financé par des ressources propres, indépendantes des budgets nationaux.

Pour être *vraiment* Charlie

Les attentats de Paris ont provoqué un intense débat pour comprendre comment des jeunes gens, élevés dans notre société occidentale, pouvaient en rejeter si radicalement les valeurs. Ce débat a permis de constater que ce phénomène touche toutes les sociétés européennes. Il a identifié des causes multiples et complexes, au nombre desquelles une crise économique si longue et si dure que nombre de personnes entrant dans la vie active n'ont en réalité pas d'autres perspectives qu'un sous-emploi chronique tout au long de leur vie.

Le chômage de longue durée, l'enchaînement de petits boulots précaires et mal payés, la dépendance aux allocations et parfois aux organismes de secours, la crainte toujours présente de se retrouver à la rue, tout cela ne peut que provoquer le délitement du tissu social et le rejet d'une société qui ne parvient plus à faire de la place, et une place digne, à ses enfants.

Les autorités nationales et européennes ont voulu trouver une solution à la crise par une austérité d'intensité variable selon les pays mais toujours de longue durée. Les résultats néfastes de cette politique sont maintenant évidents. Si évidents, que deux initiatives européennes tentent de changer de cap.

Le plan Juncker cherche à relancer l'investissement, mais par un montage financier hasardeux qui se base sur une mise de fonds initiale frisant le ridicule quand on considère les besoins réels (Mise de fonds : 5 G€ d'argent frais de la BEI + 16 M€ sous forme de garanties de l'UE - pour un investissement total de 315 G€, quand les projets à financer transmis par les États s'élèvent déjà à 1 300 G€).

Le plan Draghi prévoit un *quantitative easing* plus ambitieux mais qui compte sur la capacité des banques commerciales à financer l'économie réelle, capacités qu'elles n'ont pas démontré ces dernières années. La BCE n'a pas les moyens de réexaminer les mécanismes qui pourraient inciter les banques européennes à prêter aux acteurs de la vie économique, y compris aux artisans et aux petites entreprises, plutôt que de se lancer dans des montages financiers (ceux-là même qui ont provoqué cette crise).

Le mouvement *New Deal for Europe* a proposé, bien avant le plan Juncker, un **Plan Européen extraordinaire de développement durable et de création d'emploi**. Ce plan d'investissements publics vise à faire sortir l'Europe de la crise grâce au développement d'une société de la connaissance et à la création de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes. Il prévoit un programme extraordinaire d'investissements publics de l'UE pour la production et le financement de biens publics européens (énergies renouvelables, recherche et innovation, réseaux d'infrastructures, protection de l'environnement et du patrimoine culturel, agriculture écologique, etc...), ainsi qu'un Fonds européen extraordinaire de solidarité pour la création de nouveaux emplois, en particulier pour les jeunes. Ce plan serait financé par une augmentation des ressources propres du budget européen (par exemple par une taxe sur les transactions financières et une taxe carbone).

Si le mouvement *New Deal for Europe* a des objectifs plus ambitieux que le Plan Juncker, il reconnaît que ce plan est une opportunité à ne pas négliger.

C'est pourquoi nous appelons les députés européens :

- A soutenir ce plan dans son principe, tout en réservant au Parlement européen le droit d'en suivre l'application ;
- A accroître les ressources initiales du Plan par l'affectation des revenus d'une taxe sur les transactions financières qu'il conviendrait de mettre en place d'urgence ;
- A inviter les gouvernements européens à abonder substantiellement le FEIS ;
- A mettre en place les mécanismes de gouvernance pour que le choix des projets soit principalement fait en fonction d'un retour sur investissement crédible, y compris en termes d'emploi ;
- A revoir de fonds en comble les règles financières, dans l'optique de faciliter l'investissement des fonds dans des projets crédibles et rentables (beaucoup de fonds européens restent inutilisés ou sont gaspillés à cause du carcan de réglementations et de procédures qui bloquent leur emploi et leur saine affectation).

La société européenne est profondément malade, économiquement et moralement. Il est temps d'agir concrètement pour lui redonner espoir. Ce serait là le plus beau monument que nous puissions élever aux victimes de Paris. Soyons vraiment Charlie en agissant pour des emplois dignes et durables !

30/01/2015